



HERVÉ SCHAUER CONSULTANTS
Cabinet de Consultants en Sécurité Informatique depuis 1989
Spécialisé sur Unix, Windows, TCP/IP et Internet

JSSI 2013

**Ingénierie sociale :
aspects juridiques
et pratiques**

Quentin Gaumer

<Quentin.Gaumer@hsc.fr>

Frédéric Connes

<Frederic.Connes@hsc.fr>

- Aspects juridiques
- Aspects pratiques



- Usurpation d'identité
- Vol d'information
- Escroquerie
- Collecte déloyale de données personnelles



Usurpation d'identité



- Loi du 14 mars 2011
- Code pénal, art. 226-4-1
 - Le fait d'**usurper** l'identité d'un tiers ou de faire usage d'une ou plusieurs données de toute nature permettant de l'identifier en vue de troubler sa **tranquillité** ou celle d'autrui, ou de porter atteinte à son **honneur** ou à sa **considération**, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende
 - Cette infraction est punie des mêmes peines lorsqu'elle est commise sur un réseau de communication au public en ligne
- Consentement => pas d'infraction
- Sinon : risque à l'égard de la personne dont l'identité est usurpée (pas à l'égard de la personne « ciblée » par l'ingénierie sociale)

- Code pénal, art. 311-1
 - Le vol est la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui
- Pendant longtemps
 - Copie de données sans soustraction de support => pas de vol
- Tribunal correctionnel de Clermont-Ferrand, 26 septembre 2011
 - Condamnation pour vol sans soustraction de support
 - Poids de la décision ?
- Si reconnaissance du vol d'information
 - Applicable à l'ingénierie sociale
 - Pas de fraude si l'audité a consenti à la soustraction des données



- Code pénal, art. 313-1
 - L'escroquerie est le fait, soit par l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, soit par l'abus d'une qualité vraie, soit par l'emploi de manœuvres frauduleuses, de **tromper** une personne physique ou morale et de la déterminer ainsi, à son **préjudice** ou au préjudice d'un tiers, à remettre des fonds, des valeurs ou un **bien quelconque**, à fournir un service ou à consentir un acte opérant obligation ou décharge
 - L'escroquerie est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 375 000 euros d'amende

- Notion de « bien quelconque »
- Préjudice ?



- Loi du 6 janvier 1978, art. 6, 1°
 - Les données sont collectées et traitées de manière loyale et licite
- Code pénal, art. 226-18
 - Le fait de collecter des données à caractère personnel par un moyen frauduleux, déloyal ou illicite est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende
- Données permettant d'identifier des personnes physiques
- Déloyal = à l'insu des personnes concernées
- Or, par hypothèse, les personnes ne peuvent pas être informées



- L'ingénierie sociale comme
 - Une finalité
 - Un moyen
- Evolution du contexte
- Méthodologies existantes
- Construire un scénario de *phishing*
- Mise en situation
 - Scénarios par téléphone
- La sensibilisation : Un résultat mitigé



- Finalités possibles
 - Mesurer le niveau de sensibilisation des utilisateurs
 - Par exemple
 - Quelles informations considèrent-ils comme confidentielles ?
 - Signalements
 - Mesurer le niveau d'exposition à la fuite d'information
 - Facteurs
 - Nombre d'utilisateurs faillibles
 - Criticité de l'information obtenue
- Les définir précisément avec le commanditaire
 - Le respect du périmètre est fondamental juridiquement



- Audit « Red Team »
 - Définition
 - Un moyen parmi d'autres, mais très efficace
 - Phishing
 - Téléphone
 - Physique (intrusion, séduction...)
 - Permet de récupérer des informations capitales pour l'audit
 - Mots de passe
 - Architecture réseau
 - Mesures de sécurité (versions des applications...)
 - Informations personnelles et sur l'organisation



- Externalisation de plus en plus fréquente
 - Pour le SI (exemple : *cloud computing*)
 - Pour le personnel (typiquement : *Help Desk*)
 - Service orienté client
 - Facteur de confiance différent
 - Anonymat
 - Mutualisation de la prestation
- Temps de crise
- Ne pas négliger la sécurité « humaine »



- Théorie
 - Effet de gel
 - Théorie de l'engagement
 - Dissonance cognitive
 - *Quiproquo*
 - Talonnage
 - Etc.
- Pratique
 - Exploiter la crédulité des cibles
 - Gagner la confiance de la cible
 - Tendance naturelle à faire confiance



Construire un scénario de *phishing*

- Différence avec le phishing classique
 - Récupération d'informations sur l'organisme client, et non sur le site usurpé
- Plusieurs niveaux possibles
 - Facilement détectable
 - Détectable après une sensibilisation
 - Très difficilement détectable
 - Connaissances techniques requises
- Niveaux intéressants pour la corrélation des résultats



- Prendre en compte le contexte
 - Actualité (vacances, Noël, soldes, événements...)
 - Métier de l'organisme
 - Profil des cibles (âge, responsabilités...)
 - Marché de l'emploi dans le secteur
- Identifier le facteur déclenchant le clic
 - Gain financier
 - Meilleur emploi
 - Bonne action
 - Immédiateté
- Rédiger un courrier électronique crédible
 - En fonction du niveau sélectionné



- Construire le site web
 - Nom de domaine (attractivité, propriétaire)
 - Hébergement (local, dédié, en France, à l'étranger...)
 - En SSL ? (confidentialité des données récupérées)
 - Charte graphique
 - Logo de la cible
 - Attention aux messages d'erreur
 - Récupération des informations collectées
- Envoi des courriers électroniques
 - Forme du message (expéditeur, destinataire, objet...)
- Durée de la mise en ligne du site
 - A définir avec le commanditaire / en fonction du taux de clics



Cas n°1 : Le stagiaire



Cas n°2 : Le Help Desk



Cas n°3 : L'anti-spam



La sensibilisation : un résultat mitigé

- Permet de réduire le risque de fuite d'informations
 - Identifier les informations confidentielles de l'entreprise
- Doit être ciblée en fonction du profil des employés
- N'est pas persistante
 - Doit être périodique
- Doit être accompagnée de mesures de sécurité techniques
 - Proxy avec avertissement que l'on sort du SI
 - Identification de l'appelant
 - Pas d'appels anonymes en interne
 - Filtrage des appels (« stop secret »)
- Mais n'est jamais parfaite



Questions